



Déclaration de la FSU

CDEN du lundi 15 octobre 2012

L'élection de François HOLLANDE et le changement de majorité a apporté certaines réponses, mais fait et fera face à un défi plus grand qu'il n'a jamais été. La mission de démolition de la précédente magistrature a parfaitement été exécuté, dans une logique politique respectée à la lettre. Vouloir recouvrer une école digne de ce nom, à savoir une école permettant à toutes et à tous de réussir est une belle idée. Chacun peut s'accorder sur le défi à relever : assurer cette réussite et mettre fin aux sorties sans qualifications tout en augmentant le niveau de qualification et le taux de diplômés de l'enseignement supérieur. Seulement dans l'urgence il va falloir s'atteler à recoller les pots cassés.

Pour la FSU il n'y a pas de statu quo possible. Mais, il serait illusoire d'aller puiser pour l'avenir dans les vieilles recettes du passé ou de croire au grand soir de l'éducation comme si tout était à renier dans l'école actuelle. Il faudra donc valoriser les réussites de notre système éducatif, corriger ses défauts en redonnant confiance aux enseignants et aux personnels de l'éducation qui doivent être réellement formés, reconnus, respectés et revalorisés. Ces mutations profondes doivent se faire avec les personnels en premier lieu et l'ensemble de la communauté éducative.

La FSU s'est largement exprimée ces derniers mois sur l'idée d'un nouveau pacte éducatif et les propositions qu'il recouvre. Il s'agit d'améliorer le service public d'éducation de sorte qu'il puisse tenter de compenser les inégalités sociétales. Une École pensée en priorité pour les jeunes qui en sont le plus éloignés et qui vise vraiment la réussite pour tous, à tous les niveaux de l'école maternelle à l'enseignement supérieur.

Cela exige notamment :

- de repenser les contenus d'enseignement afin que tous les élèves y trouvent du sens et pour qu'ils répondent mieux aux exigences de notre temps..
- de s'appuyer sur les personnels de l'Éducation.

Ce sont eux qui font l'école. Face à l'échec, ils ne renoncent jamais. Ils sont une richesse et un atout majeur pour la réussite de tous. Il est temps qu'ils aient les moyens de faire du travail de qualité. Il est temps de leur offrir une vraie formation initiale et continue, d'améliorer leurs conditions d'exercice du métier, de leur permettre de travailler en équipe, de s'appuyer sur leur capacité d'évolution et d'inventivité pour faire émerger de nouveaux fonctionnements, de les revaloriser...

De fait, il faut revenir sur les prescriptions et le pilotage par la performance et les résultats du système éducatif. Ceci implique de revenir sur l'autonomie des établissements au bénéfice d'une autonomie des équipes.

La FSU pose la question de la prolongation de la scolarité à 18 ans. Cela non seulement parce que 90% des jeunes sont scolarisés jusqu'à 17 ans mais surtout parce qu'on ne peut viser l'élévation du niveau de qualification sans prendre en charge leur scolarité dans ce cadre. Ceci permettrait à tous les jeunes d'entrer

dans l'une des trois voies du lycée. Une telle mesure aurait par ailleurs l'avantage de dégager le collège de la contrainte de l'orientation, la seule restante étant le choix de l'une des voies du lycée en fin de troisième, lui ouvrant enfin réellement la possibilité de devenir le collège unique.

Il faut permettre aux enseignants de pouvoir mieux agir dans la classe, car c'est là que se jouent les apprentissages. Les contenus à enseigner ne sont pas dissociables de la manière de les enseigner c'est pourquoi il faudra permettre de diversifier les pratiques professionnelles pour assurer une meilleure prise en charge de tous les élèves.

Les contenus d'enseignement sont à repenser : ils devront intégrer toutes les dimensions d'une culture commune conçue pour tous et pour chacun. Nous sommes persuadés que c'est l'accès de tous à une culture riche qui est facteur de démocratisation réelle du système éducatif. C'est pourquoi notre projet de culture commune est à l'opposé d'un élitisme qui se satisferait de l'exclusion de nombreux élèves, mais qu'il témoigne bien au contraire d'une véritable ambition pour tous. C'est pour cette raison que nous contestons un socle conçu comme un simple viatique pour certains jeunes, quand d'autres obtiendraient la statue qui va dessus. Notre ambition, c'est la statue pour tous.

Un des enjeux forts est l'abandon de la réforme des précédents gouvernements sur la formation des enseignants et la remise à plat totale du dossier. La FSU porte des propositions pour une formation intégrée, liant intimement formations universitaires disciplinaire et professionnelle, mais aussi recherche, avec accès à un véritable master. La formation continue doit également être redynamisée.

La loi devra établir un plan de recrutements sur plusieurs années des 60 000 postes prévus dans l'Éducation nationale durant les 5 années à venir. Mais nous savons que paradoxalement, il ne sera pas forcément facile de trouver les candidats pour pourvoir tous ces postes. C'est pourquoi la FSU propose de mettre en place un système de pré-recrutements d'étudiant-es se destinant aux métiers de l'éducation. Il en va de l'avenir de la profession et donc de l'avenir de notre jeunesse.

Enfin, la revalorisation des métiers de l'éducation est une attente forte des personnels. C'est une question de reconnaissance, de justice sociale mais aussi un élément d'attractivité. La FSU porte la nécessaire revalorisation de tous les agents de la Fonction publique. L'Éducation nationale doit se saisir rapidement de cette question comme de celle de la titularisation des personnels précaires.

La rentrée 2012 s'est effectuée avec quelques postes en plus, mais assurément avec beaucoup trop de postes en moins. La FSU Cantal porte donc toujours la revendication de retrouver la dotation départementale de 2000, soit 96 postes manquant dans nos écoles, dotation correspondant à nos effectifs actuels. Pour le 2nd degré, la FSU Cantal revendique des effectifs par classe maximum de 24 élèves en collèges, et 30 en lycée.